

**Assemblée générale**

Distr. générale
9 juillet 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
(30 avril-4 mai 2012)**

N° 13/2012 (Cuba)

Communication adressée au Gouvernement le 23 mars 2011

Concernant: José Daniel Ferrer García

Réponse du Gouvernement: 29 mars 2012

L'État a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques mais n'en est pas partie.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. José Daniel Ferrer García, coordinateur général de l'organisation dénommée Unión Patriótica de Cuba, a été appréhendé le 21 février 2012 vers 18 heures à La Havane par la police. Les autorités n'auraient pas reconnu son arrestation.

4. D'après la source, M. Ferrer García aurait été arrêté en raison de ses activités d'opposition dans la province d'Oriente.

5. La source rappelle que M. Ferrer García était l'un des 75 dissidents politiques arrêtés en mars 2003. Il a été condamné à une peine de vingt-cinq ans d'emprisonnement pour avoir attenté à l'indépendance nationale et à l'économie de Cuba. Sa libération lui aurait été proposée à condition qu'il accepte de résider en Europe, ce qu'il aurait refusé, indiquant qu'il préférerait la prison à l'exil. Il a toutefois été libéré en 2011. Après sa libération, il aurait fondé l'organisation Unión Patriótica de Cuba et organisé diverses manifestations politiques dans les municipalités de Baracoa, Cobre, Guantánamo et Holguín, ainsi que dans la capitale de la province d'Oriente. Il aurait entrepris une grève de la faim à plusieurs occasions.

6. Après son arrestation, M. Ferrer García aurait été transféré à l'Unité des opérations de Camagüey, puis à l'Unité de Versailles de Santiago de Cuba, où il se trouverait en détention.

7. La détention de M. Ferrer García constitue, selon la source, une violation des droits ci-après: droit à la liberté individuelle et droit de ne pas être arbitrairement détenu; droit à la sécurité de la personne; droit à la liberté de pensée, d'opinion et d'expression; droit à la liberté d'association; droit à la liberté de déplacement à l'intérieur du pays et droit de participer à la vie politique.

8. La source conclut que la détention de M. Ferrer García est arbitraire.

Réponse du Gouvernement

9. Le 29 mars 2012, le Gouvernement a répondu à la communication. Le Groupe de travail lui sait gré de sa diligence. Dans sa réponse, le Gouvernement indique que toutes les allégations présentées par la source de la communication sont fausses. Il ajoute que l'intéressé a fait preuve de pure provocation et de manque de respect et qu'il a violé l'ordre constitutionnel dont s'est doté le peuple cubain, en suivant et en exécutant, moyennant finances, les instructions données par des agents des services spéciaux américains et de la mafia anticubaine de Miami, à la veille de la visite à Cuba du pape Benoît XVI.

10. Le Gouvernement ajoute que M. Ferrer García n'a pas été arrêté à la date indiquée «et qu'il n'est pas en détention à la date de la rédaction de la présente communication».

11. En outre, le Gouvernement fait valoir qu'il s'agit d'un citoyen qui a un comportement social désastreux avec notamment à son passif des actes de violence sur des femmes – et qui possède un lourd passé au service des ennemis de Cuba, ce pour quoi il a été puni en 2003. Il avance que M. Ferrer García «n'est pas un défenseur des droits de l'homme» et qu'il «œuvre activement à la mise en œuvre du changement de régime que les États-Unis tentent d'imposer à Cuba, en violation flagrante du droit à l'autodétermination du peuple cubain».

Commentaires de la source

12. Dans sa réponse aux informations communiquées par le Gouvernement, la source indique que l'arrestation de M. Ferrer García, le 21 février 2012, visait à l'empêcher de participer aux manifestations pacifiques qui allaient avoir lieu en commémoration du deuxième anniversaire de la mort d'Orlando Zapata Tamayo. L'intéressé a été mis au secret sans chef d'accusation, puis libéré le 24 février 2012, soit trois jours après son arrestation, conformément à ce qu'affirme le Gouvernement, à savoir que le 29 mars 2012, date de sa réponse, M. Ferrer García ne se trouvait pas en détention.

13. Toutefois, la source ajoute qu'après sa libération, M. Ferrer García a été arrêté encore une fois le 2 avril 2012 et qu'à la date de sa réponse, il était détenu à la prison de haute sécurité de l'État de Santiago de Cuba.

Délibération

14. Conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 17 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail classe les affaires dont il est saisi lorsque l'intéressé a été libéré.

15. Il ne peut toutefois faire abstraction du fait que l'intéressé a de nouveau été arrêté, pour des faits distincts, bien qu'analogues, et doit demander de nouvelles informations au Gouvernement au sujet des nouvelles allégations de mise en détention.

Avis et recommandation

16. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail:

a) Décide, en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 17 de ses méthodes de travail, de classer l'affaire concernant la détention de M. José Daniel Ferrer García, puisque celui-ci a été libéré après avoir été privé de liberté pendant trois jours;

b) Décide de transmettre au Gouvernement une autre lettre contenant les nouvelles allégations reçues concernant la mise en détention de l'intéressé, le 2 avril 2012, à laquelle auraient procédé des agents de l'État.

[Adopté le 4 mai 2012]